

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 22 mai 2017

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Madame la Préfète d'Eure-et-Loir - BPE
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UNE ICPE :
MODIFICATION DU DÉBIT DE REJET

SOCIÉTÉ NOVO NORDISK

N°ICPE 100.00305

COMMUNE DE CHARTRES

La société NOVO NORDISK dont le siège social se situe 45 avenue d'Orléans à Chartres est soumise à autorisation d'exploiter par arrêté préfectoral du 21 octobre 2004, pour une installation de fabrication de produits pharmaceutiques à base d'insuline. Au regard de son développement, elle a formulé le 18 janvier 2016 une demande de modification de ses conditions de rejets des eaux industrielles dans le réseau communal d'assainissement.

Par ailleurs, elle a présenté le 6 février 2017 les résultats complémentaires de sa campagne initiale de mesure relative à la Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE), pour lesquelles certaines mesures n'avaient pas pu être réalisées au cours de l'année 2012. Sur la base de ces résultats, elle sollicite l'arrêt de la surveillance du programme RSDE prescrit par arrêté préfectoral du 31 janvier 2011.

1. Modification des conditions de rejets des eaux résiduaires

NOVO NORDISK dispose d'un point de rejet de ses eaux résiduaires et des eaux usées domestiques, repéré « côté Beaulieu » situé au Nord Ouest du site. Ces rejets sont collectés dans le réseau d'assainissement public communal et sont envoyés vers la station d'épuration communale. L'article 3.1.6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2004 fixe les valeurs limites de rejet et de surveillance des effluents aqueux de ce point de rejet. Notamment, les débits maximum autorisés sont prescrits avec les valeurs suivantes :

Référence du point de rejet	Côté Beaulieu
Débit de rejet maximal journalier	505 m ³ /j
Moyenne mensuelle maximum du débit journalier	420 m ³ /j
Débit maximum instantané	26 m ³ /h

NOVO NORDISK constate des dépassements réguliers de la valeur de débit maximum instantané de 26 m³/h prescrit dans son arrêté préfectoral. En effet, le process industriel fonctionne par des productions en batch qui conduisent à émettre des rejets par pic sur une période très courte de temps, de l'ordre de quelques minutes. Dès lors, le débit maximum instantané au point de rejet varie de façon très importante, à l'occasion de chaque fin de cycle de production, avec parfois des valeurs au-delà de la limite imposée. Par ailleurs, le développement des activités depuis plusieurs années conduit également à augmenter les volumes de ces rejets instantanés. NOVO NORDISK souhaite donc revoir cette valeur pour la porter à 140 m³/h.

En parallèle, des discussions ont été engagées avec Chartres Métropole, gestionnaire du réseau d'assainissement, qui a installé un poste de relevage sur l'avenue François Mitterrand, au niveau de ce point de rejet. Ce poste de relevage est dédié exclusivement à la gestion de ces eaux résiduaires du site. Selon les informations communiquées par l'exploitant, ces travaux ont été réalisés selon les besoins de NOVO NORDISK et les pompes mises en œuvre dans ce poste ont un dimensionnement suffisant pour absorber un flux de pic de 140 m³/h.

L'annexe 1 de l'arrêté municipal du 3 avril 2017 autorisant la société NOVO NORDISK PHARMACEUTIQUES à déverser des eaux issues de la fabrication de produits pharmaceutiques au réseau public d'assainissement fixe également dans l'article 7.3.2. la possibilité de rejeter des eaux industrielles et domestiques par ce poste avec un débit de 140 m³/h sous réserve de la modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Enfin, l'exploitant indique que son autosurveillance montre qu'il respecte les autres valeurs fixées dans l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2004 reprises dans le tableau précédent, notamment le débit maximum journalier ainsi que la moyenne mensuelle.

2. Bilan de la surveillance initiale RSDE

Le site dispose de 4 points de rejets identifiés :

- NNP1, situé face à l'avenue d'Orléans, permettant le rejet des eaux pluviales,
- NNP2, identifié au paragraphe précédent « Côté Beaulieu », destiné à l'évacuation des eaux résiduaires,
- NNP3 et NNP4, situés face à la rue Edmond Poillot, NNP3 étant positionné au niveau de l'accueil et NNP4 étant positionné au niveau des bureaux du service HSE au niveau du parking, chacun de ces réseaux évacuant les eaux pluviales des installations.

L'exploitant a réalisé une série de mesures, par son prestataire SYPAC, durant la période de mai à novembre 2011 portant sur :

- 6 campagnes pour le point NNP2,
- 3 campagnes pour le point NNP1,
- 1 campagne pour le point NNP3.

A cette date, le point NNP4 ne faisait pas partie des rejets de la société NOVO NORDISK car il a été créé après extension des installations de l'usine.

Le bilan des résultats a montré que les rejets résiduels restaient inférieurs aux différents seuils en concentration ou en flux du programme de surveillance initial RSDE. Dès lors, aucune surveillance pérenne sur ce point de rejet n'est à engager au niveau du point NNP2. En revanche, les autres points de rejet n'ont pas fait l'objet de la globalité des mesures car l'exploitant indique que faute de pluies lors des prélèvements, ces mesures n'ont pas pu être effectuées.

Une seconde campagne de mesures a complété les premiers résultats, sur les points NNP1, NNP3 ainsi que le point de rejet pluvial NNP4 rattaché au site à la suite de l'extension géographique de la société, afin de disposer d'une campagne RSDE portant sur 6 mesures sur l'ensemble de ses points de rejet. Cette campagne, réalisée par le prestataire SGS, s'est déroulée de mai à octobre 2016. Durant cette période, les chutes de pluie ont permis de finaliser l'ensemble des mesures.

Les résultats de cette seconde campagne montrent que les paramètres mesurés, en concentration ou en flux, restent également inférieurs aux seuils de mise en place d'une surveillance pérenne.

3. Avis de l'inspection

3.1 Modification des conditions de rejets

Les mesures réalisées par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance montre que les dépassements de débits sont récurrents et liées aux conditions d'exploitation du site. Ce sujet a fait l'objet d'une concertation avec le gestionnaire public du réseau d'assainissement qui a réalisé les travaux d'adaptation permettant d'absorber ces variations de débits et a modifié l'arrêté autorisant le déversement des eaux industrielles prévu par l'article L.1331-10 du code de la santé publique en conséquence.

L'exploitant a adressé une demande de modification des conditions d'exploitation de l'arrêté préfectoral pour porter la valeur de débit maximum instantané à 140 m³/h correspondant à la capacité des installations du réseau public. Une mise à jour de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2004 est ainsi nécessaire. L'inspection des installations classées propose ainsi d'actualiser le tableau de l'article 3.1.6.3.1 de l'arrêté préfectoral par les valeurs suivantes :

Référence du point de rejet	Côté Beaulieu
Débit de rejet maximal journalier	505 m ³ /j
Moyenne mensuelle maximum du débit journalier	420 m ³ /j
Débit maximum instantané	140 m ³ /h

En effet, les autres paramètres de rejet ne sont pas impactés. Pour cela, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est présenté à la signature du préfet pour acter cette modification.

3.2 Arrêt de la surveillance RSDE

L'exploitant a présenté l'ensemble des résultats de ses campagnes de mesure prescrit par l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 au titre de la surveillance initiale du programme RSDE relevant de la politique de surveillance auprès des industriels de la directive cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000.

L'ensemble de ces résultats montre que les rejets du site restent en dessous des seuils fixés par les circulaires du 5 janvier 2009 et 27 avril 2011.

Dès lors, aucune surveillance pérenne au titre de la surveillance RSDE n'est à mettre en place.

4. Conclusions et propositions de l'inspection

L'exploitant a demandé par courrier du 18 janvier 2016 la modification de la valeur de débit maximum instantané de ses rejets d'eaux résiduelles compte tenu de son process industriel qui émet des rejets en quantité importante de façon ponctuelle. Cette demande a été complétée le 18 avril 2017 par l'arrêté municipal autorisant le déversement des eaux industrielles.

Cette demande de modification conduit à une révision des dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2004 pour les mettre en cohérence.

L'inspection des installations classées propose au préfet la mise à jour de l'arrêté préfectoral pour prendre en compte ces nouvelles dispositions. Pour cela, l'avis des membres du CODERST est préalablement sollicité sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

D'autre part, le programme de surveillance RSDE prescrit par arrêté préfectoral du 31 janvier 2011 nécessite d'être arrêté au regard des résultats présentés. Un courrier en ce sens, joint également à ce rapport, vous est proposé. Cette décision ne nécessite pas son passage préalable en CODERST.